

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 07/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC DE CEZE CEVENNES

Route d'Uzès
30500 Saint-Ambroix

Références :
Code AIOT : 0018100013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2022 dans l'établissement CC DE CEZE CEVENNES implanté Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles qui fixe à un an la périodicité pour les sites d'enfouissement. De plus, cette inspection a pour objectif de constater le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-09 du 6 avril 2022.

Cette inspection est aussi l'occasion de réaliser une action ciblée sur l'application :

- du Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux;
- du Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux;
- de l'Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DE CEZE CEVENNES
- Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac
- Code AIOT : 0018100013

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004, la Communauté de Communes Cévennes Actives a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers à Bordezac, lieu-dit « La Figeyrette », à proximité immédiate d'un centre d'enfouissement technique existant, autorisé par arrêté préfectoral du 17 février 1992.

La nouvelle installation, mise en service en 2009, présente les caractéristiques suivantes :

- superficie du terrain : 13 ha 86 a 70 ca,
- superficie de la zone à exploiter : 8 100 m² en 3 alvéoles de 2300, 2300 et 3500 m²,
- capacité totale de stockage : 71 000 m³ – 64 000 t,
- quantités annuelles apportées : 2 400 m³ - 2150 t,
- autorisation accordée jusqu'au 31 décembre 2034.

Suite à la réforme de l'intercommunalité, la communauté de communes Cévennes Actives a cessé d'exister le 1er janvier 2013, puis a été intégrée dans la communauté de communes de Céze Cévennes. Le changement d'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral n° 2014-02 du 6 janvier 2014.

L'origine géographique des déchets reste inchangée.

L'ISDND est mitoyenne d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), dans le même périmètre de l'exploitation, exploitée par la communauté de communes et autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-161-18 du 9 juin 2008 pris en application de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, cette ISDI est devenue une ICPE depuis le 1er janvier 2015.

L'exploitant a déclaré au cours du mois de septembre 2019 la création d'une installation de broyage de déchets verts relevant de la rubrique 2794 sous le régime de la Déclaration (supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieur à 30 t/j).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-09 du 6 avril 2022.
- Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux.
- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux.
- Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	LIXIVIATS	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
17	Registres de suivi des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	/	Sans objet
10	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	/	Sans objet
11	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	/	Sans objet
12	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	incendie-explosion	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Sans objet
2	plan	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Sans objet
6	Bilan hydrique et lixiviats	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Sans objet
7	autosurveillance	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Sans objet
8	Rapport annuel d'activité	AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
14	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
15	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet
16	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-09 du 6 avril 2022 sont respectées. Cependant afin de lever formellement cette mise en demeure, la convention de rejet signée avec la STEP et les rapports d'analyses des eaux souterraines et superficielles doivent être transmis à l'inspection.

L'absence de dispositif de contrôle vidéo au déchargement tel que prescrit par l'article D-541-48 du code de l'environnement est une non-conformité susceptible de suites en fonction de la réponse du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires au sujet d'une éventuelle dérogation.

Le registre de suivi des déchets doit être complété pour répondre à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : INCENDIE - EXPLOSION

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, INCENDIE - EXPLOSION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 4.5.</p> <p>« [...]Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis. Les abords du site doivent être débroussaillés, sur au moins 50 m de largeur, à partir de la clôture de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. [...] Le personnel sera informé et formé régulièrement à la mise en oeuvre de ces matériels. Des exercices devront être organisés au moins deux fois par an. Ils doivent faire l'objet d'un compte rendu sur le registre d'exploitation.</p> <p>Constats de l'inspection du 09/11/2021 :</p> <p>Il est constaté, lors de la visite sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les abords du site ne sont pas débroussaillés sur au moins 50 m de largeur, à partir de la clôture; - la présence d'une seule citerne de 60 m3 remplaçant les 2 citernes d'eau de 30 m3, modification dont il est pris acte. <p>Un POI (Plan d'Opération Interne) a été mis en place en 2019 pour informer le personnel sur les risques accidentels au moyen de fiches réflexes selon des situations accidentelles ou non conformes identifiées. Des formations et exercices de sensibilisation étaient prévus en janvier, mars, juin et septembre 2021 sur des points ciblés de ce POI sur l'ISDND, avec éventuellement un 5ème exercice en décembre avec le SDIS. Toutefois seul l'exercice portant sur les actions 1 et 4 du POI : "fuite de liquide d'un véhicule" (fiche MO01) a été réalisé en date du 22 janvier 2021, en raison de l'absence de la personne en charge de l'organisation de ces exercices.</p> <p>Constats : Le débroussaillage a été réalisé le 16/05/2022 par DP Espaces verts. Ce débroussaillage a limité l'impact de l'incendie de forêt du 7 juillet 2022. Le feu est juste passé par dessus l'ISDND. Des exercices POI ont été réalisés en décembre 2021, le 30 mars 2022, le 28 juin 2022, le 29 novembre 2022 et un test incendie a été réalisé le 5 décembre 2022.</p> <p>La mise en demeure du 6 avril 2022 est levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : PLAN

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, PLAN
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 4.3.</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, plan mis à disposition de l'inspecteur des installations classées. Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021 :</p> <p>Selon le rapport d'activité de 2020, une campagne de mesures topographiques a été réalisée en mars 2021 afin de déterminer le nouveau volume occupé par les déchets dans les alvéoles 1 et 2 qui ont été en activité en 2020, suite à la bascule et au re-compactage des déchets de l'alvéole 1 sur l'alvéole 2. Le levé topographique a permis de calculer le volume de déchets re-compactés mis en place sur l'alvéole 2, qui s'élève à 3540 m³. Il indique également que la hauteur de déchets sur l'alvéole 1 a diminué de 5 m, mais sans estimer la capacité disponible restante de cette alvéole.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il fait ses déclarations annuelles de la quantité de déchets entrants sur l'application GEREP. Il indique que le suivi de l'exploitation des alvéoles est assuré par le bureau d'études FONDASOL qui lui en fait un bilan oral une fois par an en réunion, sans toutefois le formaliser par un plan d'exploitation.</p> <p>Ce plan d'exploitation doit être établi chaque année et formalisé par un rapport annuel comportant tous les éléments d'information listés à l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Constats : Le plan d'exploitation a été réalisé par FONDASOL le 2/11/2022. Il a été transmis à l'inspection le 4/11/2022.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé</p> <p>:</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en signant dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté une nouvelle convention de rejet avec le gestionnaire de la station d'épuration de Bessèges pour le traitement des lixiviats produit par l'ISDND permettant que les concentrations mesurées de ces effluents sur les paramètres COT, MES, DCO, DBO5, azote total et phosphore respectent les valeurs limites imposées par cette nouvelle convention et sous réserve que la station d'épuration de Bessèges soit en mesure de les traiter ; - soit en mettant en oeuvre un traitement des lixiviats produit par l'ISDND préalablement à leur rejet vers la station d'épuration de Bessèges de manière à ce que les concentrations mesurées de ces effluents sur les paramètres COT, MES, DCO, DBO5, azote total et phosphore respectent les valeurs limites imposées par la convention actuellement en vigueur avec le gestionnaire de la station d'épuration de Bessèges, dans les délais prescrits ci-après à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> • en fournissant une étude technique définissant le dimensionnement de l'unité de traitement des lixiviats et le cahier des charges pour sa réalisation dans un délai de six mois ; • en fournissant la notification de l'attribution du marché relatif à ces travaux dans un délai de huit mois ; • en procédant à la mise en service de l'unité de traitement des lixiviats dans un délai de douze mois. <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes fera connaître à monsieur le sous-préfet d'Alès son choix sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 5.1.</p> <p>Les lixiviats sont recueillis dans des bassins de capacité suffisante pour éviter tout risque de débordement, compte tenu des volumes reçus et du rythme de leur enlèvement pour leur traitement dans la station d'épuration du SIVM de Bessèges . Une convention sera préalablement signée avec le gestionnaire de la station .</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021:</p> <p>Le dossier d'autorisation prévoyait initialement le transport des lixiviats issus de l'ISDND de Bordezac par camions citernes vers la station de traitement des eaux usées (STEU) de Bessèges pour y être traités. Suite à la mise en place, par la commune de Bordezac, d'un réseau permettant de collecter et d'acheminer directement les lixiviats vers le système d'assainissement de Bessèges, une nouvelle procédure d'évacuation de ces lixiviats a été mise en place: le bassin de collecte des lixiviats en contrebas des casiers est équipé d'une pompe permettant d'envoyer un débit de rejet de 20 m3 de lixiviats par jour au maximum dans le réseau collectif de Bordezac pour être traités à la STEU de Bessèges. Ce volume a été déterminé en fonction des préconisations du fermier (actuellement la SAUR), de manière à lisser les apports concentrés des lixiviats à la STEU de Bessèges.</p> <p>Lors de la visite, le niveau des lixiviats dans le bassin avait une marge importante avant débordement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une convention de rejet des lixiviats dans le réseau de collecte de la STEU de Bessèges a été établie entre la mairie de Bordezac et la communauté de communes Céze Cévennes, gestionnaire de la STEU de Bessèges, en date du 07 janvier 2016. <p>Toutefois, les concentrations mesurées dépassent les concentrations limites de rejet admises par la convention de rejet avec le gestionnaire de la station d'épuration de Bessèges sur les analyses du</p>

mois d'octobre 2020, notamment sur les COT (960 mg/l >> 70 mg/l), la DCO (3780 mg/l>> 300 mg/l), l'azote (azote total kjeldhal: 1099 mg/l >> 30 mg/l,

Constats : Un projet de convention a été mis à jour suite à une analyse plus fine de la capacité de la STEP avec un lissage. Ce projet a été transmis à l'inspection et n'appelle pas de remarque particulière. Il est en attente de signature car l'exploitant attendait un retour de l'inspection. Celle-ci ne se positionnera sur la capacité de la STEP qui n'entre pas dans le périmètre de sa police, la gestionnaire de la STEP doit le faire.

La convention signée doit être transmise.

La mise en demeure peut être levée sur ce point dès que la transmission de la convention signée sera faite.

Observations : La convention signée doit être transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 5.5.</p> <p>L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau est constitué de 3 puits de contrôle. Un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage et 2 en aval. Ils sont positionnés aux emplacements prévus dans le dossier. Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques. Il est réalisé, pour chacun des 3 piézomètres, au moins, quatre contrôles par an sur les paramètres minimaux suivants: [...] Cr dont Cr6 [...] Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les piézomètres 1 et 2 ne sont pas implantés conformément aux plans du DDAE. <p>Ces modifications doivent être portées à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation, notamment une étude hydrogéologique démontrant la compatibilité de cette implantation avec les éléments du dossier de demande d'autorisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Seules 2 analyses par an ont été prévues et réalisées en 2021 par l'exploitant sur les eaux souterraines, alors que l'arrêté préfectoral prévoit une fréquence trimestrielle pour ces analyses, à mettre en place à compter de 2022. - Absence d'analyse sur le paramètre Cr6. <p>Constats : Une explication du déplacement de Pz a été réalisée par le bureau d'étude (document FONDASOL – PR.DTHY.22.0136 – 002 – 1ère diffusion). Cette explication est recevable, cependant un porter à connaissance reprenant cette explication doit être déposé en sous-préfecture afin d'officialiser ce déplacement et ainsi lever la mise en demeure.</p> <p>4 prélèvements ont été réalisés en 2022 (6 janvier, 25 avril, 26 juillet, 24 octobre) et le CR6 a été ajouté.</p> <p>Un tableau reprenant les résultats a été transmis le 15/12/022. Il est nécessaire de transmettre à l'inspection les rapports d'analyse.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point dès la transmission des rapports d'analyse.</p>
Observations : Il est nécessaire de transmettre à l'inspection les rapports d'analyse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 5.7. Quatre fois par an, des échantillons seront prélevés en trois points du ruisseau de la Figeyrette. L'un en amont de l'installation, le second en aval immédiat de l'installation et le troisième 200 m en aval du second point. Les analyses porteront sur les mêmes paramètres que ceux de l'article 5.5 et sur des paramètres complémentaires dans les mêmes conditions que spécifié audit article.</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021: Seulement 2 analyses ont été réalisées en 2021 sur les eaux superficielles, et seulement au point aval de l'installation, en l'absence d'eau dans la Figeyrette en amont des installations durant les mois de prélèvement, alors que l'arrêté préfectoral prévoyait une fréquence trimestrielle.</p> <p>Constats : 4 analyses ont été réalisées en 2022 lorsqu'il y avait présence d'eau Les 3 points de prélèvement ont été réalisés. Un tableau reprenant les résultats a été transmis le 15/12/022. Il est nécessaire de transmettre à l'inspection les rapports d'analyse.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point dès transmission des rapports d'analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : BILAN HYDRIQUE ET LIXIVIATS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, BILAN HYDRIQUE ET LIXIVIATS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 5.8</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation. [...] Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site. Les bassins de stockage des lixiviats sont équipés d'enregistreurs automatiques de niveau avec seuil d'alarme. Les bassins sont vidangés aussi souvent que nécessaire pour éviter tout risque de débordement en tenant compte notamment de la pluviométrie et des prévisions météorologiques. Les expéditions de lixiviats sont enregistrées sur le même registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte au moins les mêmes enregistrements que ceux du bordereau d'élimination d'un déchet industriel spécial.</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport d'activité de 2020 ne comporte pas d'estimation du volume total annuel des apports nets en eaux météoriques sur les casiers (déduction faite des pertes par évaporation), ce qui ne permet pas de calculer le bilan hydrique annuel de l'installation, par comparaison avec le volume de lixiviats produit. - Absence de dispositif d'enregistrement automatique de niveau avec seuil d'alarme sur le bassin des lixiviats, seul un contrôle visuel du niveau du bassin sur une échelle limnimétrique est réalisé à la fréquence hebdomadaire. <p>Constats : Le bilan hydrique a été réalisé et est présenté lors de l'inspection. Il est également présent dans le rapport annuel.</p> <p>Il en ressort que 4000 m³ de lixiviats ont été produits. Ce qui est cohérent avec la pluviométrie d'après le BE (Fondasol).</p> <p>Un dispositif d'enregistrement automatique de niveau avec seuil d'alarme sur le bassin des lixiviats a été installé. La facture CANONGE et BIALLEZ du 27 juin 2022 est présentée.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : AUTOSURVEILLANCE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, AUTOSURVEILLANCE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1.</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021 :</p> <p>Les résultats du contrôle des eaux souterraines, des analyses sur les eaux des bassins et sur les eaux superficielle sont transmis à l'IIC à l'occasion du rapport annuel d'activité et non via GIDAF qui n'a jamais été rempli par l'exploitant qui dispose des codes.</p> <p>Constats : La démarche a été faite. Mais il rencontre un problème avec GIDAF. L'exploitant déclare qu'il lui est impossible de faire la déclaration après plusieurs tentatives.</p> <p>Ce point est signalé au gestionnaire de GIDAF.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point dès que sera déterminée la solution permettant que les déclarations puissent être réalisées dorénavant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Communauté de Communes Céze Cévennes exploitant une installation de stockage de déchets ménagers sise Lieu-dit « La Figeyrette » sur la commune de Bordezac est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.3., 4.5., 5.5., 5.7., 5.8., 6.1. et 6.2. de l'arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004 susvisé et celles de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté</p> <p>Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 6.2.</p> <p>Ce rapport indique, notamment, le tonnage de déchets mis en décharge, le volume de matériaux de couverture utilisé, les différentes phases de l'exploitation avec plans, coupes et chronologie, les faits marquants et notamment, une synthèse de l'autosurveillance.</p> <p>Constats de l'inspection du 9/11/2021 : Le volume de matériaux de couverture utilisé, les différentes phases de l'exploitation avec plans, coupes et chronologie ne sont pas indiqués dans le rapport d'activité de 2020.</p> <p>Constats : Le volume de matériaux de couverture utilisé, les différentes phases de l'exploitation avec plans, coupes et chronologie ont été intégrés dans le rapport n° PR.DTHY.22.136 – 002 – 1ère diffusion – 02/11/2022 ainsi que dans le bilan d'exploitation 2022.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
Constats : Dans les faits, moins de 2000 tonnes par an sont enfuies sur ce site, exclusivement apportées par les tournées de bennes à OM de CC de Cèze Cévennes. Cela correspond à 160 tonnes par mois, 35 tonnes par semaine soit 9 tonnes par jour (sur 4 jours) soit 1 camion de 4,5 tonnes le matin en début de matinée et 1 camion de 4,5 tonnes en fin de matinée le lundi, le mardi, le jeudi et le vendredi. Il n'y a qu'un seul agent à l'accueil qui enregistre les apports et un seul agent au déchargement qui opère le contrôle visuel, l'étalement et le recouvrement. L'accueil est constitué d'un pont bascule et d'un bungalow de chantier. Il n'y a de l'électricité qu'à l'accueil. L'alvéole est séparée de l'accueil par une route d'accès sinueuse d'une longueur d'un kilomètre (600 mètres à vol d'oiseau) qui permet de monter à travers une pinède pour gagner 75 m d'altitude. Il a été constaté lors de cette inspection, que l'exploitant n'a pas mis en place le contrôle vidéo au déchargement pour les raisons suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pas d'électricité au niveau de l'alvéole- coût d'installation jugé disproportionné par rapport au tonnage enfui- incompréhension de la nécessité dans son cas d'un tel contrôle dans la mesure où il n'y a exclusivement que la collecte des OM des communes de la CC de Cèze Cévennes qui est amenée sur site- un devis est présenté pour un contrôle caméra à l'entrée du site afin de voir les plaques et l'intérieur des bennes. L'exploitant demande à être exonéré de l'application de l'article D. 541-48-1. Une demande en ce sens a été faite auprès de la direction générale de la prévention des risques du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. La position n'est pas connue à date. Ce constat constitue une non-conformité à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement qui est susceptible de suites en fonction de la réponse qui sera donnée à la demande par le ministère.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif du contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que <p>la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats : En l'absence de caméra, la délibération des représentants du personnel n'est pas intervenue, les panneaux d'information selon l'ensemble des dispositions du décret et l'information individuelle du personnel en sont pas réalisés.</p> <p>L'exploitant demande à être exonéré de l'application de l'article D. 541-48-1. Une demande en ce sens a été faite auprès de la direction générale de la prévention des risques du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement qui est susceptible de suites en fonction de la réponse qui sera donnée à la demande par le ministère.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats : En l'absence de caméra, il n'y a pas de journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance.</p> <p>Il n'est pas possible de vérifier que les images indiquent la date, l'heure d'enregistrement et l'emplacement de la caméra, que les personnes filmées y soient anonymisées et que l'enregistrement soit sonore.</p> <p>Il n'est aussi pas possible de vérifier la durée de conservation des données.</p> <p>L'exploitant demande à être exonéré de l'application de l'article D. 541-48-1. Une demande en ce sens a été faite auprès de la direction générale de la prévention des risques du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement qui est susceptible de suites en fonction de la réponse qui sera donnée à la demande par le ministère.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.
Constats : En l'absence de caméra, l'établissement de la liste du personnel habilité à visionner les enregistrements n'est pas réalisé. Il n'est pas possible non plus de vérifier si les images peuvent être visionnées sur l'installation. L'exploitant demande à être exonéré de l'application de l'article D. 541-48-1. Une demande en ce sens a été faite auprès de la direction générale de la prévention des risques du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Ce constat constitue une non-conformité à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement qui est susceptible de suites en fonction de la réponse qui sera donnée à la demande par le ministère.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]</p> <p>[...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]</p>
<p>Constats : Il y a un seul apporteur qui est la communauté de communes de Céze Cévennes et il n'y a que des ordures ménagères. Il n'y a pas eu de caractérisation en 2022. Celle-ci est à faire impérativement début 2023.</p> <p>Ce point constitue une non conformité à l'article R. 541-48-3 du code de l'environnement. Conformément aux consignes ministérielles, une tolérance sur l'application de cet article jusqu'au 31/12/2022 est appliquée. Ainsi, aucune suite n'est proposée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...] IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : [...] 2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.
Constats : Il y a un contrôle visuel réalisé par l'agent présent au déchargement au niveau de l'alvéole.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Cette prescription ne s'applique pas ici car seuls les déchets du service public local de gestion des déchets sont admis sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,</p> <p>2° Les papiers graphiques ;</p> <p>3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.</p> <p>7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.</p>
<p>Constats : Il n'y a pas d'attestation faite en 2022 mais l'exploitant déclare qu'elle sera faite en 2023 puisque le seul apporteur en est la communauté de commune de Cèze Cevennes lequel est aussi l'exploitant du centre d'enfouissement.</p> <p>Ce point constitue une non conformité à l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement. Conformément aux consignes ministérielles, une tolérance sur l'application de cet article jusqu'au 31/12/2022 est appliquée. Ainsi, aucune suite n'est proposée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registres de suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes:</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; – le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; – le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Il est constaté que le registre ne comporte pas :</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; <p>Ce constat constitue une non conformité à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

